

Isabelle Mandraud et Sylvie Kauffmann

Sur l'Ukraine, « la position de la Russie n'a pas évolué d'un millimètre »

Щодо України "позиція Росії не змінилася ні на міліметр"

Міністр закордонних справ Швеції Анн Лінде критикує продовження «активного конфлікту» на Донбасі після візиту в Україну і в Москву. В інтерв'ю газеті вона стверджує, що зараз немає ніяких підстав для зняття європейських санкцій з Росії. Вона зазначає, що на Донбасі абсолютно очевидно, що відбувається активний, а не заморожений конфлікт. Протягом 420 км «лінії зіткнення» існує всього п'ять пропускних пунктів. Через один з них, в Станиці Луганській, проходять 10 000 чоловік. Щоденне життя людей залишається дуже важким. Тільки в січні і лютому в цій зоні, де сталося виведення військ, загинули 35 військових. Для Швеції дуже важливо пам'ятати, що агресія на сході України і анексія Криму продовжують визначати їхні відносини з Росією. На початку лютого Анн Лінде була в Москві, де відбулася тригодинна розмова з її російським колегою Сергієм Лавровим: і основна проблема полягає в тому, як зазначила вона, що Росія як і раніше відмовляється визнавати свою роль в конфлікті. І в таких умовах складно прийти до мирного договору.

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/11/sur-l-ukraine-la-position-de-la-russie-n-a-pas-evolue-d-un-millimetre_6032603_3210.html

La ministre suédoise des affaires étrangères, Ann Linde, dénonce la poursuite d'un « conflit actif » dans le Donbass.

De passage à Paris mardi 10 mars après un voyage en Ukraine et à Moscou, la chef de la diplomatie suédoise, membre du Parti social-démocrate, estime dans un entretien au Monde qu'il n'y a « aucune raison » de lever les sanctions européennes sur la Russie.

Vous étiez en Ukraine il y a une semaine, à Kiev et dans le Donbass, comment évaluez-vous la situation ?

Sur place, dans le Donbass, il est tout à fait évident que l'on se trouve en présence d'un conflit actif et non d'un conflit gelé. Sur les 420 kilomètres de ligne de « contact », il existe seulement cinq points de passage. Dix mille personnes franchissent l'un de ces points, le pont de Stanytsia Louganska. La vie quotidienne des gens est toujours très difficile. Rien qu'en janvier et février, 35 militaires ont été tués, dans une zone où il y a eu un désengagement : c'est bien un théâtre militaire actif.

Pour nous, il est très important de rappeler que cette agression, dans l'est de l'Ukraine, et l'annexion de la Crimée continuent de définir nos relations avec la Russie. Début février, je suis aussi allée à Moscou, j'ai eu trois heures d'entretien avec mon homologue Sergueï Lavrov : le problème fondamental est que la Russie refuse toujours d'assumer son propre rôle dans ce conflit. Dans ces conditions, il est difficile de parvenir à un réel accord de paix.

J'étais satisfaite de ce que, à la réunion des ministres des affaires étrangères des Vingt-Sept à Zagreb la semaine dernière, nous ayons été en total accord sur le fait que, plus de cinq ans après [le début du conflit], il n'y a aucune raison d'assouplir les sanctions.

Avez-vous perçu des progrès dans le processus de Minsk visant à un règlement du conflit dans le Donbass ?

Pour le moment, non. La dynamique qui a permis d'avancer dans le processus de Minsk est due exclusivement à l'approche constructive du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. La position russe n'a pas évolué d'un millimètre.

Que pensez-vous de l'initiative du président Macron, qui voudrait renouer le dialogue avec Moscou dans l'optique d'une nouvelle architecture de sécurité européenne ?

Je soutiens complètement l'objectif de promouvoir la paix, la stabilité, une Europe forte. Mais comment y arriver ? Qu'est-ce qu'il faut changer ? Qu'est-ce qui marche bien aujourd'hui ? C'est une autre question. Emmanuel Macron a parlé d'architecture. Nous avons l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe], que la Suède présidera à partir du 1er janvier 2021, l'acte final d'Helsinki, la charte de Paris... S'il s'agit de discuter du fonctionnement, d'accord, mais s'il s'agit de changer l'ordre de sécurité, là, je serai très prudente. Pour nous, pays de taille moyenne, l'intégrité territoriale, les droits de l'homme, l'inviolabilité des frontières, tout cela est extrêmement important.